



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 07/07/2023

Reçu en préfecture le 07/07/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_094-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le trois juillet à 19 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 27 juin 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Catherine OMONT, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Eric LE FEVRE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Pascale GALAIS donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Aline MARECHAL donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Aliké PERENDOUKOU donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL

du 3 juillet 2023

M_DL230703_094

RESSOURCES HUMAINES - RECRUTEMENT D'APPRENTIS - CONVENTIONS - ADOPTION - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – La délibération en date du 5 juillet 2021 a autorisé la création de plusieurs contrats d'apprentissage au sein des services de la collectivité, à compter du 1er septembre 2021, pour l'année scolaire 2021-2022.

La collectivité renouvelle donc le dispositif, avec le souhait d'accueillir des apprentis sur l'année scolaire 2023-2024, dans différents services municipaux.

Pour rappel, le contrat d'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application en milieu professionnel, notamment dans une collectivité territoriale.

Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif présente un intérêt pour les jeunes en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

L'apprentissage présente également une opportunité pour la collectivité en développant une compétence adaptée à ses besoins et en répondant à un objectif de mission de service public pour le soutien à l'emploi des jeunes.

La rémunération brute mensuelle minimale d'un apprenti est la suivante :

Situation	16 à 17 ans	18 à 20 ans	21 à 25 ans	26 ans et plus
1ère année	27% du SMIC	43% du SMIC	53% du SMIC	100 %
2ème année	39% du SMIC	51% du SMIC	61% du SMIC	100 %
3ème année	55% du SMIC	67% du SMIC	78% du SMIC	100 %

Ainsi pour l'année scolaire 2023-24, la Ville de Montivilliers procédera à l'accueil de deux apprentis à savoir :

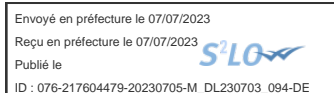
- un apprenti CAPA jardinier paysagiste
- un apprenti transitions écologiques

Pour information, deux contrats d'apprentissage conclus sur 2 années sont actuellement en cours dans les services suivants :

- CSJM : moniteur éducateur.
- Communication : Bachelor Gestion de Projet digital

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,



VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Travail et notamment l'article L. 6211-1 à L 6223-8-1, L 6227-1 à L 6227-12, D 6271 à D 6271-3,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et particulièrement son article 62 relatif au financement de l'apprentissage par le CNFPT,

VU le décret n°2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du CNFPT au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

VU le décret n°2016-1818 du 22 décembre 2016 modifié portant relèvement du salaire minimum de croissance,

VU l'avis du comité social territorial en date du 15 Juin 2023 ;

VU le budget de l'exercice 2023,

CONSIDÉRANT

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à des contrats d'apprentissage.

- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la rémunération sera établie entre 27 et 100 % du SMIC selon l'âge des apprentis et les années d'enseignement.

Sa commission municipale n°7, Administration générale réunie le 29 juin 2023, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De maintenir le recours aux contrats d'apprentissage ;

- De créer 2 contrats d'apprentissage, à compter du 1er septembre 2023, pour l'année scolaire 2023-2024, en complément des deux contrats actuellement en cours ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement d'apprentis au sein des services municipaux de la Ville de Montivilliers et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formations d'Apprentis

**Imputation budgétaire
Exercice 2023
Budget Principal
Chapitre 12
Nature 64118 - 64138**


ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

**Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.**

Envoyé en préfecture le 07/07/2023
Reçu en préfecture le 07/07/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_094-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr